

# Presse et opposition exclues des débats

## POLOGNE L'opposition occupe l'hémicycle pour permettre à la presse d'y revenir

- Des restrictions au travail de la presse au parlement ont mis le feu aux poudres.
- Le parti au pouvoir a fait adopter le budget en empêchant l'opposition d'y participer.

Un budget voté dans la confusion, avec des députés d'opposition empêchés d'y prendre part. Des journalistes interdits d'accès aux débats parlementaires. Des députés d'opposition qui occupent l'hémicycle de la Diète dans le cadre d'un « sit-in » au finish, tandis que de nouvelles manifestations essaïmaient à Varsovie et dans le pays, l'une d'elles pour saluer et remercier le président sortant d'un Tribunal constitutionnel en conflit ouvert avec le gouvernement depuis près d'un an, et qui ne s'est toujours pas vu désigner de successeur... Tels sont les événements inimaginables qui ont agité depuis vendredi la scène politique polonaise, marquant un nouveau pic dans la confrontation entre le pouvoir national conservateur du parti Droit et Justice (PiS), et tous ceux qui s'opposent à la dérive autoritaire imprimée depuis son installation il y a précisément un an.

### Des députés de l'opposition ont été empêchés d'accéder à la salle des Colonnes par le service de police intérieure

Alors que l'atmosphère politique avait paru s'alourdir encore ces dernières semaines avec l'annonce d'un projet de modification de la loi visant à restreindre la liberté de manifester, le feu a été mis aux poudres la semaine dernière lorsqu'a été rendu public le projet de modification du règlement d'ordre intérieur du parlement relatif au travail de la presse. Sous prétexte de rendre son travail plus aisé, ce nouveau règlement prévoit de limiter l'accès des journalistes à l'enceinte du parlement et leur faculté d'y circuler librement, jusqu'ici totale comme dans tous les parlements démocratiques. Concrètement, les rédactions ne pourraient plus accréditer que deux journalistes. Un seul par rédaction aurait accès simultanément à la tribune de presse de l'hémicycle, où ne seraient plus acceptées les caméras de télévision : les seules images filmées disponibles seraient celles du service audiovisuel du parlement. Enfin, les journalistes ne pourront plus accoster librement les députés pour leur parler ou les filmer : ils devront rester dans un bâtiment réservé à la presse, où se rendront les députés qui

souhaiteront parler à la presse.

Vendredi, tous les médias privés – sauf ceux de droite partisans du gouvernement – ont mené une journée « sans hommes politiques », évitant de les interviewer ou « floutant » leurs visages sur les sites internet. Les députés d'opposition par contre s'étaient munis d'affichettes en faveur de la liberté de la presse. Jusqu'à ce qu'un incident lors du débat sur l'adoption du budget 2017 à la Diète (chambre basse) ne déclenche de véritables troubles. Lorsqu'un député d'opposition équipé d'une de ces affichettes est monté à la tribune pour défendre un amendement, le président de la Diète Marek Kuchcinski lui a refusé la parole,

coupant son micro. Sous la réaction houleuse des autres membres de l'opposition, le président a levé la séance.

Quelques instants plus tard, le groupe parlementaire PiS se réunissait dans une autre salle du bâtiment de la Diète. Réunion commuée ensuite... en séance plénière afin d'adopter le budget. Accourus dare-dare de l'hémicycle, des députés de l'opposition ont été empêchés d'accéder à la salle des Colonnes par le service de police intérieure, de même que les journalistes souhaitant suivre les débats et les votes. Mais des élus du mouvement populiste Kukiz 15, occasionnellement allié du PiS, y étaient introduits. C'est dans ces conditions

que le budget a été adopté, dans un vote à main levée dont l'opposition conteste la régularité, puisque ni le quorum ni le comptage des voix n'ont pu être vérifiés.

Depuis, un groupe de députés de l'opposition occupe l'hémicycle de la Diète, réclamant l'annulation du vote et la reprise des débats sur le budget dans des conditions normales. Le Comité de défense de la démocratie (KOD), un mouvement citoyen qui depuis le début de l'année organise la lutte contre l'évolution autoritaire du gouvernement PiS, a de son côté appelé à manifester. Vendredi soir déjà, c'est la police qui a dû frayer un passage pour permettre l'évacuation hors

du parlement de Jaroslaw Kaczynski, président du PiS et véritable patron omnipotent de la Pologne actuelle, et de sa Première ministre Beata Szydlo.

Dimanche toutefois, le président de la République Andrzej Duda, considéré par l'opposition comme l'autre factotum de Kaczynski, a reçu des représentants des différentes forces politiques afin de tenter une « médiation », exprimant son « inquiétude ». Le président du Sénat recevait quant à lui des représentants de la presse, toujours interdite d'accès à l'hémicycle d'où les journalistes souhaiteraient rendre compte du « sit-in » des députés de l'opposition... ■

JUREK KUCZKIEWICZ

### EUROPE

#### L'appel de Tusk

Le président du Conseil européen, Donald Tusk, a appelé samedi le pouvoir en Pologne à respecter « la population, les principes et les

valeurs constitutionnelles » au moment où la crise politique a franchi ce week-end un nouveau seuil. « Après les incidents d'hier au parlement et dans les rues de Varsovie (...) j'attends de ceux qui exercent réellement le pouvoir dans notre pays, de respecter

la population, les principes et les valeurs constitutionnelles, les procédures établies et les bonnes manières », a déclaré l'ancien Premier ministre polonais. M. Tusk a prononcé un bref discours, retransmis par des télévisions, à l'occasion de la clôture offi-

cielle de l'année où la ville de Wrocław (sud-ouest) a porté le titre de la capitale européenne de la culture. Il a remercié ceux qui, depuis des mois, se sont montrés prêts à préserver les « standards européens de la démocratie » en Pologne. (afp)